

Business France

77, Boulevard Saint-Jacques
75998 Paris Cedex 14

Mise en concurrence par appel d'offres du marché
« Marketplace industrielle pour la promotion de l'expertise et des
produits français auprès d'acheteurs du monde »

MARCHE N°24.10.02
JOUE N°3c42581f931b483c9b0865581b94b637 01

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) comporte 13 pages numérotées de 1 à 12.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	1
ARTICLE 2	ORGANISATION DU MARCHÉ	1
ARTICLE 3	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	3
ARTICLE 3.1	Contacts	3
ARTICLE 3.2	Modalités de passation de commande	3
ARTICLE 3.3	Conditions de paiement	3
ARTICLE 3.4	Mode de règlement	4
ARTICLE 4	OBLIGATIONS DU CONTRACTANT	5
ARTICLE 5	TARIFICATION	6
ARTICLE 5.1	Contenu du prix	6
ARTICLE 5.2	Forme du prix	6
ARTICLE 5.3	Modalité de révision de la tarification	6
ARTICLE 6	PENALITES	6
ARTICLE 7	RESILIATION	7
ARTICLE 8	ASSURANCES	8
ARTICLE 9	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	8
ARTICLE 10	RESPONSABILITE	9
ARTICLE 11	PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
ARTICLE 12	CESSION DU MARCHÉ	10
ARTICLE 13	SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 14	DONNEES PERSONNELLES	11
ARTICLE 15	LUTTE ANTI-CORRUPTION	13
ARTICLE 16	DIFFERENDS ET LITIGES	13
ARTICLE 17	ANNEXES	14

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la sélection d'une solution digitale pour le référencement et la promotion des produits et/ou services d'entreprises françaises sur une ou des plateformes de e-commerce professionnelle(s) (BtoB) et internationales dédiée(s) à plusieurs verticales industrielles.

A date les centres d'intérêt de Business France sont l'industrie 4.0, les équipements et intrants agricoles, le dispositif médical, l'aérospatial, le maritime, les transports terrestres, les machines-outils, la construction, la transition écologique et les machines recyclées. Ainsi, la solution doit permettre de couvrir les filières industrie, infrastructures, mobilité et logistique, santé, transition écologique. Ces intérêts sont susceptibles d'évoluer selon les besoins et priorités sectorielles de Business France .

Dans le cadre de ce marché, Business France proposera à environ 60 entreprises françaises¹ de bénéficier d'un compte professionnel sur cette ou ces plateformes digitales. Ce compte professionnel payant sera proposé à des conditions avantageuses (prix négociés, budget marketing via des mots-clés ou autres fonctionnalités de promotion produit pour les entreprises, etc.).

Le trafic de cette ou ces plateformes, le nombre d'acheteurs des zones géographiques qui y sont actifs, les secteurs d'activité proposés ainsi que les fonctionnalités de mise en ligne seront des critères importants de choix du prestataire.

ARTICLE 2 ORGANISATION DU MARCHÉ

Article 2.1 Organisation de l'achat

Le marché n'est pas alloti. Les spécificités ne permettent pas de l'allotir.

Article 2.2 Technique d'achat

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire à exécution mixte.

Il est exécuté par l'émission de bons de commandes et de marchés subséquents.

L'accord-cadre Il est conclu sans montant minimum mais avec un maximum contractuel fixé à 900 000 euros HT sur la durée du marché, incluant les options de reconduction.

¹ Le nombre d'entreprises à référencer est un estimatif et n'a pas de valeur contractuelle

L'estimatif annuel de cet accord cadre est estimé à 200 000 euros HT.

ARTICLE 3 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 3.1 Contacts

Au sein de Business France, le Contractant aura les contacts suivants :

- La Direction financière qui initie et coordonne les aspects généraux des contrats avec le Contractant :

Anne NEPLAZ

Directrice Adjointe – Direction financière

Vanessa PRETEUX

Chef de service/Service Achats et Marchés

- La Direction Export pour le suivi de la prestation :

Zacharie BUSTREAU,

Chef de service

DE-Solutions eExport-Showrooms France

En cas de changement de contacts, Business France en avertira le Contractant.

ARTICLE 3.2 Modalités de passation de commande

Pour les prestations figurant dans le bordereau de prix unitaires (cf. annexe financière), à la survenance du besoin un bon de commande sera établi par Business France sur la base des prix indiqués par le Contractant dans son offre.

Le coût des prestations est fixé par les montants exprimés par le Contractant lors de la remise de son offre et visés en annexe financière « bordereau de prix ».

A la survenance de besoins non listés dans les BPU, un devis détaillé sera demandé au Contractant. Après validation du devis, un bon de commande sera émis.

ARTICLE 3.3 Conditions de paiement

Compte-tenu des contraintes propres à notre comptabilité publique nous ne sommes en mesure de payer qu'à terme échu.

Le point de départ de la date de paiement, auquel s'applique le délai de paiement mentionné sur la facture, est la date de réception de la facture par Business France à

l'Agence comptable de Marseille, ou la date d'exécution des prestations (« service fait ») lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les factures sont payables à 30 (trente) jours (délai de paiement à mentionner sur chaque facture).

ARTICLE 3.4 Mode de règlement

Les factures sont payables à 30 (trente) jours, dans le respect des dispositions de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Une facture par commande devra être envoyée sur Chorus Portail Pro.

Le règlement sera effectué par virement bancaire sur le compte bancaire indiqué sur la facture et conformément au RIB transmis par le Contractant.

Le Contractant percevra une rémunération égale correspondante aux modalités définies dans l'Acte d'Engagement/ annexe financière.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec Business France devront transmettre leurs factures sous forme électronique via le Portail de facturation dénommé « Chorus Pro ».

Tous les paiements sont effectués en euros sur présentation d'une facture sous forme électronique via le Portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le règlement sera effectué par virement bancaire conformément au RIB transmis par le Contractant.

De plus, le Contractant devra renseigner ses coordonnées bancaires lorsqu'il dépose sa facture sur le portail Chorus Pro.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/tag/coordonnees-bancaires/>

La facture afférente au présent marché est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du bon de commande (n° à 10 chiffres) ;
- la date et le numéro de facture ;

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la nature des prestations faisant l'objet de la demande de paiement ;
- Le montant détaillé HT et TTC des prestations, avec le taux de TVA utilisé ;
- Le n° de TVA intra CEE de Business France (et du fournisseur le cas échéant) ;
- L'adresse de facturation :

Business France
77 boulevard Saint Jacques,
75014, Paris - France

ARTICLE 4 OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

De manière générale, le Contractant devra se conformer à toutes les obligations énoncées dans les documents du présent marché.

Le Contractant devra se conformer à toutes les instructions particulières que pourra lui remettre Business France ; cependant il devra réclamer sans retard toute instruction, information ou tout document qui lui ferait défaut et qui serait nécessaire à la bonne exécution du marché, et d'une manière générale procéder à la vérification de l'ensemble des informations qui lui seront fournies, nonobstant les obligations légales et réglementaires applicables à une profession particulière.

Le Contractant s'engage à collaborer de bonne foi et à répondre aux sollicitations de Business France dans des délais raisonnables.

Les obligations souscrites par le Contractant sont des obligations de moyens et de résultats. Dans ce cadre, il s'engage également à apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service de qualité conformément aux usages de la profession.

Le Contractant s'engage à proposer à l'entité souscriptrice toute amélioration technique applicable à la mise en œuvre de sa solution.

Dans le cadre de la mise en place du marché, Business France se réserve le droit d'organiser une ou plusieurs réunions de préparation avec le Contractant, sans surcoût supplémentaire, en présentiel, dans les locaux de son siège à Paris ou Marseille, ou en visioconférence.

Le Contractant s'engage à être en mesure de démarrer effectivement l'exécution des prestations objet du présent marché à compter de sa notification.

ARTICLE 5 TARIFICATION

ARTICLE 5.1 Contenu du prix

Si vous êtes un candidat établi en France ou dans un autre Etat-membre de l'Union Européenne, merci de noter que la TVA applicable est celle du preneur, donc la TVA française.

Ainsi, vous devez obligatoirement indiquer le pourcentage de la TVA française (soit, à date 20%) dans la case réservée à cet effet dans l'annexe(s) financière(s).

Si vous indiquez un pourcentage différent de celui susmentionné, merci de nous fournir un document justifiant ce pourcentage.

Si vous êtes un candidat établi hors Union Européenne, il est de votre responsabilité d'indiquer le montant de TVA applicable en fonction de votre statut et du pays dans lequel vous êtes établi tel qu'indiqué dans le DUME.

Le pourcentage de TVA renseigné à ce titre relève de votre responsabilité et vous engage contractuellement.

Le Titulaire du marché accepte sans aucune réserve de garantir et gérer les prestations objets du présent marché conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses Administratives Particulières ainsi que du Cahier des clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 5.2 Forme du prix

Les prix sont mentionnés hors taxes et toutes taxes comprises et incluent :

- Tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché ;
- Les éventuels frais de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

ARTICLE 5.3 Modalité de révision de la tarification

Les prix seront fermes durant toutes les périodes du contrat y compris les éventuelles tacites reconductions.

ARTICLE 6 PENALITES

6.1 Pénalités de retard

Business France se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une

pénalité en cas d'inobservation des délais liés aux étapes de passation de commande selon les modalités décrites ci-après.

En cas de dépassement des délais convenus pour la livraison des prestations décrites dans le cahier des charges, des pénalités seront appliquées selon les modalités suivantes :

- **Pour un retard allant de 1 à 3 jours ouvrés**, une pénalité de 10% du montant de la prestation concernée sera appliquée.
- **Pour un retard allant de 4 à 7 jours ouvrés**, une pénalité de 15% du montant de la prestation concernée sera appliquée à partir du 4ème jour de retard et jusqu'au 7ème jour inclus.
- **Pour un retard de plus de 7 jours ouvrés**, Une pénalité de 25% du montant de la prestation concernée. Par ailleurs, Business France se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre prestataire aux frais du Contractant sans toutefois mettre fin à l'accord-cadre existant avec le titulaire du marché initial, lequel restera responsable des autres prestations prévues dans le cadre du marché.

6.4 Exonération de pénalités

A la suite d'échanges contradictoires, Business France pourra exonérer totalement ou partiellement le titulaire du paiement des pénalités ci-dessus.

ARTICLE 7 RESILIATION

Le marché peut être résilié aux torts du Contractant sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais :

- Lorsque le Contractant a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail,
- En cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent contrat,
- Lorsque le Contractant s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont le pouvoir adjudicateur accepte l'achèvement.

Business France peut pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du Contractant en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Contractant à raison de ses fautes.

Par ailleurs Business France, en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci pour un motif d'intérêt général. La décision de résiliation du marché est notifiée au Contractant par lettre recommandée

avec accusé réception contenant les motifs de la résiliation. Le paiement des prestations se fait alors au prorata des prestations réellement exécutées à l'exclusion de toute autre indemnité.

ARTICLE 8 ASSURANCES

Avant la notification du marché et tout commencement d'exécution de la prestation, le Contractant doit justifier qu'il est couvert par une assurance au titre de sa responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution de la prestation. Le Contractant devra se conformer strictement aux articles (notamment article 11) des CGAP.

Le cas échéant, en cours d'exécution, Business France pourra demander au Contractant de lui prouver qu'il continue à être couvert.

ARTICLE 9 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Contractant de Business France définit et applique des politiques contribuant à la préservation des ressources naturelles et utilise des solutions industrielles adaptées.

Il limite les déchets issus de sa production et veille à leur élimination par des solutions respectueuses pour l'environnement. Le Contractant de Business France évite l'emploi de produits toxiques. Dans le cas où aucune solution alternative n'existe à l'utilisation de tels produits, il en limite l'usage et veille à leur manipulation et leur utilisation sans danger pour la santé des personnes. Il encourage le développement de technologies respectueuses de l'environnement (maîtrise des polluants et des émissions de CO₂) ainsi que les économies d'énergie et le recyclage, et déploie des stratégies logistiques limitant les impacts environnementaux (notamment en termes de stockage, de transport).

De la même manière, en matière de ressources humaines, le Contractant de Business France promeut la diversité, favorise l'insertion dans l'emploi des personnes qui en sont éloignées, telles que les personnes handicapées, et met en œuvre des actions de formation à destination de ces publics.

A ce titre, le contractant s'engage à mettre en œuvre des actions concrètes visant à favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi dans le cadre de l'exécution du marché. À titre d'exemple, le titulaire pourra s'engager à favoriser le recrutement de personnes éloignées de l'emploi, des jeunes sans qualification, en contrat d'apprentissage ou en alternance, ou le recrutement des demandeurs d'emploi de longue durée, des travailleurs handicapés, ou en concluant des accords de sous-traitance ou contrats avec des entreprises adaptées (EA) ou des établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Ainsi, le soumissionnaire devra fournir, dans le cadre de son offre, un plan d'actions

détaillant les mesures concrètes qu'il entend mettre en œuvre pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Ce plan d'actions devra notamment inclure :

- Des engagements spécifiques en termes d'emploi de personnes éloignées de l'emploi, telles que définies ci-dessus, en précisant les postes concernés (ou prestations/fournitures concernées dans le cas de EA et ESAT) ;
- Dans le cas des personnes recrutées, l'accès à la formation pour ces personnes, en veillant à adapter les formations aux besoins spécifiques de chaque personne et aux exigences du marché.

Le titulaire devra également s'engager à fournir régulièrement des rapports d'activité relatifs à la mise en œuvre de ce plan d'actions, permettant ainsi à l'acheteur de vérifier le respect des engagements pris en matière d'emploi des personnes éloignées de l'emploi, en situation de handicap.

Des copies valides des certifications pertinentes détenues par le contractant doivent être fournies au début du contrat et maintenues pendant toute la durée du marché. Toute suspension, annulation ou non-renouvellement des certifications devra être immédiatement signalée à Business France.

ARTICLE 10 RESPONSABILITE

Conformément aux Conditions Générales d'Achat et de Paiement, le Contractant s'engage à indemniser Business France des coûts et dommages qui seraient la conséquence de sa non-exécution ou de sa mauvaise exécution de ses obligations sans préjudice des dispositions de l'article Pénalités du présent CCAP.

Il devra se conformer aux lois et règlements administratifs ou autres, en particulier concernant l'hygiène et la sécurité. Le Contractant répond des infractions ou contraventions aux lois, décrets d'application et règlements, commises par lui-même ou son personnel à l'occasion des prestations faisant l'objet du marché.

Il assume les charges occasionnées par sa prestation, notamment les charges de la main-d'œuvre, versements des salaires et des charges y afférentes, fournitures, mise en œuvre et remplacement des matériels, paiements des taxes, impôts et primes d'assurances y afférents.

Le Contractant est responsable de la sécurité de son personnel et de ses sous-traitants et de la prévention des accidents du travail et, notamment, de toute violation de toute règle administrative ou toute autre mesure relative à l'hygiène et la sécurité.

ARTICLE 11 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Business France met à la disposition des candidats tous les renseignements et informations qui s'avèrent nécessaires pour la remise des offres, étant entendu, d'une part, que Business France en reste propriétaire, et que, d'autre part, cette mise à disposition ne peut en aucune manière être considérée comme conférant aux candidats un quelconque droit d'usage ou une quelconque licence sur les droits de propriété intellectuelle ou industrielle afférents aux dits renseignements et informations.

Les candidats s'interdisent, directement ou indirectement ou pour le compte d'un tiers, de communiquer les éléments de propriété intellectuelle de Business France, et la documentation associée, objet du présent marché.

Les candidats s'engagent à ne pas porter atteinte aux droits de Business France, directement ou indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auxquels ils seraient associés et prendront toutes les mesures nécessaires pour les protéger.

ARTICLE 12 CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut être cédé, partiellement ou totalement, à titre gratuit ou onéreux, par l'une des Parties sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Par dérogation à ce qui précède, la cession intégrale du marché par l'une des Parties est libre au sein de son Groupe après information écrite préalable auprès de Business France. On entend par « groupe » du Contractant l'ensemble des sociétés dont la majorité du capital ou des droits de vote sont détenus directement ou non par le Contractant, ainsi que, le cas échéant, la société qui détient la majorité du capital ou des droits de vote du Contractant (« société-mère »).

ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE

Les candidats communiqueront dans leur offre la nature des prestations éventuellement sous-traitées et leur part dans l'ensemble du marché. Les éventuels sous-traitants devront accepter toutes les obligations décrites dans les documents contractuels.

Conformément aux articles L.2193-4 à L.2193-14 du Code de la commande publique, le Contractant qui entend exécuter la prestation en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, lors de la formulation de son offre ou de sa proposition, et pendant toute la durée de la prestation, faire accepter chaque sous-traitant par Business France et lui faire agréer les conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En outre, le sous-traitant direct du Contractant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Business France, peut le cas échéant être payé

directement par Business France pour la part du marché dont il assure l'exécution si le montant de sa créance est d'au moins 600 euros.

Le Contractant qui sous-traite tout ou partie de ses obligations avec l'accord de Business France en demeure néanmoins entièrement responsable, y compris pour les parties sous-traitées, conformément aux articles concernés des CGAP (notamment l'article 14).

Afin d'obtenir cet accord, le Contractant doit transmettre à Business France les informations suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les références, capacités et moyens humains, matériels financiers du sous-traitant proposé (fournir les pièces demandées au projet de candidature)
- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- le compte bancaire ou postal à créditer.

Ces informations pourront être mentionnées sur l'acte spécial de sous-traitance en utilisant le modèle DC4 du ministère de l'Économie et des finances disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 14 DONNEES PERSONNELLES

Par « donnée à caractère personnel » ou « donnée personnelle », on entend : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée») ; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Business France rappelle expressément le caractère stratégique et strictement confidentiel de toutes les données à caractère personnel.

Par conséquent, les Parties reconnaissent que l'ensemble de ces données et fichiers est soumis au respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » modifiée et au Règlement sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Les parties s'engagent à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité.

Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par elles-

mêmes et par leur personnel de ces obligations et notamment à ne pas traiter, consulter les données et fichiers contenus à d'autres fins que l'exécution du contrat; ne traiter, consulter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues par l'autre partie; prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des données, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par l'autre partie; à prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données ou des fichiers; s'interdire la consultation, le traitement de données autres que celles concernées par les présentes et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible.

Par ailleurs, les parties s'interdisent :

- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;
- de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui leurs ont été confiés ou recueillis par elles au cours de l'exécution du contrat.

Les parties s'engagent en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité et la confidentialité des données et des fichiers, à les remplacer par des moyens d'une performance équivalente ou supérieure.

Les parties reconnaissent et acceptent qu'elles ne puissent agir en matière de traitement des données et des fichiers auxquels elles peuvent avoir accès que conformément aux présentes.

Les parties ne peuvent sous-traiter, au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, tout ou partie des prestations, notamment vers un pays qui n'est pas situé dans le cadre de l'Union Européenne et/ou n'ayant pas fait l'objet d'une reconnaissance de protection adéquate par la Commission Européenne, qu'après avoir obtenu :

- l'accord écrit préalable et exprès de l'autre Partie ;
- la signature d'un contrat écrit avec son sous-traitant mentionnant la présente clause.

ARTICLE 15 LUTTE ANTI-CORRUPTION

Dans le cadre de la loi Sapin II du 9 décembre 2016 et de son dispositif de conformité, Business France veille à l'intégrité des tiers avec lesquels elle entretient une relation d'affaires. Ainsi, le Contractant s'engage à compléter le questionnaire anti-corruption joint en annexe 3 à l'Acte d'Engagement.

Le contractant s'engage par ailleurs à respecter les lois anti-corruption applicables aux activités régies par ce contrat et toutes autres lois anti-corruption applicables et les principes et réglementations de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales du 17 décembre 1997 et ses modifications successives.

Ainsi, le Contractant reconnaît et accepte que toutes les rémunérations qui lui seront versées par Business France dans le cadre du présent Contrat rémunèrent exclusivement et entièrement les services rendus par le Contractant dans le cadre des prestations qui lui seront commandées. Le Contractant s'engage à ne faire aucun usage illégal de ces rémunérations.

Le Contractant est tenu d'intégrer une clause anti-corruption équivalente à la présente clause aux accords conclus avec ses Intermédiaires fournissant des services pour son compte ou en son nom dans le cadre du présent contrat.

Le Contractant accepte de coopérer en cas d'enquête d'une Autorité de Poursuites ou dans le cadre d'un audit de conformité de Business France et à communiquer toute information utile et assistance. Le Contractant se conformera en outre aux dispositions applicables en matière sociale, fiscale et de contrôle des changes.

Business France se réserve le droit de mettre un terme à la relation contractuelle et suspendre le paiement, si jamais une violation des lois ou règlements anti-corruption est avérée (notamment Code Pénal ou Loi Sapin 2 si applicable à l'entité).

ARTICLE 16 DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre Business France et le Contractant ne peuvent être invoquées par ledit Contractant comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché à l'initiative de la partie la plus diligente.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable quant à l'interprétation ou l'exécution des présentes, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent pour en connaître et la loi française est seule applicable.

ARTICLE 17 ANNEXES

Annexe 1 : Conditions Générales d'Achat et de Paiement de Business France (CGAP)

Annexe 2 : Business France - Fiche fournisseur